



L'ONU accuse un Genevois d'avoir dirigé un escadron de la mort

GUATEMALA • Les autorités guatémaltèques ont lancé un mandat d'arrêt contre leur ancien chef de la Police Erwin Sperisen, un double national réfugié à Genève.

BENITO PEREZ

«El Vikingo» est réapparu. Erwin Sperisen, ancien chef de la Police guatémaltèque, était bel et bien à Genève comme le suspectaient les défenseurs des droits humains. Démissionné en 2007 à la suite d'un énième scandale et recherché par la justice, ce double national a convoqué l'ATS hier au siège du Parti évangélique suisse, dont il est membre de la section genevoise, pour clamer son innocence. La Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG) et la justice locale l'accusent d'être l'un des chefs d'un escadron de la mort ayant opéré en 2005-2006.

La CICIG, un organisme mis en place conjointement par l'ONU et le Guatemala en 2007, avait révélé, le mois dernier, l'existence d'un «groupe criminel autonome» de dix-neuf personnes au sein des services de sécurité de l'Etat, qui auraient mené des opérations de «liquidation» de prisonniers. A leur tête, on trouvait l'ex-ministre de l'Intérieur Carlos Vielman, et juste en dessous, l'ancien candidat à la présidence Alejandro Giammattei, à l'époque chef des prisons, et Erwin Sperisen, son homologue policier.

Trois semaines après le lancement des mandats d'arrestation, neuf des inculpés ont d'ores et déjà été arrêtés, dont M. Giammattei, qui s'était réfugié un temps à l'ambassade du Honduras. Double national comme Erwin Sperisen, Carlos Vielman coule, lui, des jours paisibles dans sa seconde patrie, l'Espagne.

Bible et Harley-Davidson

Fils d'un notable guatémaltèque – Eduardo Sperisen-Yurt est ambassadeur de son pays à l'OMC –, Erwin vivait donc à Genève en toute discrétion depuis mars 2007. Un exercice sans doute difficile pour «le Viking» qui, avec son look de motard baraqué, sa fervente évangélique et ses méthodes expéditives, aimait faire sensation à la tête de ses 19 000 policiers.



L'ancien chef de la Police guatémaltèque est accusé d'être impliqué dans des opérations de «liquidation» de prisonniers. KEYSTONE

Nommé à 34 ans sans réelle expérience, Erwin Sperisen s'était fait sans tarder une solide réputation. En août 2004, un mois à peine après sa nomination, la police massacrait une dizaine de paysans de la communauté de Nueva Linda.

«El Vikingo» fera illusion pendant moins de trois ans. En mars 2007, il est emporté par le scandale du «Parlacen», qui voit des policiers suspects de l'assassinat de trois députés salvadoriens être tués à leur tour dans leur propre cellule.

Ce sont pourtant deux autres épisodes moins connus qui valent aujourd'hui à Erwin Sperisen son retour sous les projecteurs. Le premier concerne l'évasion de trois détenus, en octobre 2005, prétendument morts dans une fusillade. Pour la CICIG, ils auraient été assassinés.

Un assaut policier en septembre 2006 pour ramener l'ordre dans un pénitencier a également attiré les soupçons des enquêteurs. Les sept prisonniers tués, dont un chef mafieux, auraient été purement et simplement éliminés. Dans les

deux cas, la CICIG voit la patte de ce «groupe autonome dédié à l'exécution extrajudiciaire de détenus». Torture, kidnapping, extorsion, trafic et vol de drogue ainsi que blanchiment d'argent figureraient encore au palmarès du groupe, selon la commission.

Persécution politique?

Hier à Berne, M. Sperisen s'est dit «victime de manœuvres politiques» pour avoir voulu «lutter contre les narcotrafiquants». Les opérations mentionnées par la CICIG, a-t-il assuré, se menaient

dans un cadre légal et en coordination avec l'armée, la justice et divers autres acteurs. M. Sperisen nie aussi avoir fui le Guatemala et justifie son départ par des menaces de mort proférées à son encontre. A l'appui, il s'étonne qu'on ait «attendu quatre ans pour lancer ces mandats d'arrêt».

Une passivité judiciaire qui surprend également Ueli Leuenberger, mais que le conseiller national vert, auteur d'une interpellation au Conseil fédéral en 2007 déjà, retourne contre les justices suisse et genevoise: «Cela fait plus de trois ans que

l'on se doute qu'il est à Genève, mais la justice n'a pas bougé.» Pourtant, estime-t-il, «on a suffisamment d'éléments à charge pour le poursuivre en Suisse».

Une chose est sûre: en tant que citoyen helvétique, Erwin Sperisen ne pourra être extradé. Et, devant l'ATS, l'ex-chef de la police nationale a été limpidement refusé de se rendre à la justice guatémaltèque, trop inéquitable à ses yeux. Le seul espoir de le voir affronter ses juges réside, dès lors, dans une délégation à la Suisse de la procédure engagée au Guatemala. |

Le Courrier du 29 août 2009.

CORRUPTION GÉNÉRALISÉE

Celui qui assassine au Guatemala a toutes les chances de ne pas être puni. Dans le pays au taux de violence le plus élevé au monde avec dix-sept homicides par jour, seuls 2% de ces assassinats sont éclaircis. Une impunité généralisée qui puise ses racines dans la corruption des forces de sécurité, voire dans leur implication directe. En 2007, un rapport de l'ONU accusait la police de mobiliser des escadrons de la mort dans la lutte contre les bandes de jeunes. Le texte se basait sur les conclusions d'une mission d'enquête au Guate-

mala en août 2006, alors qu'Erwin Sperisen dirigeait la police nationale. Pas sûr toutefois que le pays ait résolu le problème en se débarrassant de l'Helvético-Guatémaltèque. Depuis son arrivée à la tête du pays en janvier 2008, Alvaro Colom a usé pas moins de quatre directeurs de la police. Le dernier licencié – Baltazar Gómez – était condamné le 26 août à cinq ans de prison pour avoir détourné 2,5 millions de dollars. Et une seconde procédure est ouverte contre lui pour vol de cocaïne. BPZ/ATS

RAPPORT SUR LA RDC

«Le secrétaire général de l'ONU n'a jamais fait pression»

Selon le porte-parole du Haut Commissariat aux droits de l'homme Rupert Colville, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, n'est pas intervenu pour que le terme de «génocide» soit ôté d'un rapport sur les crimes en RDC. Ce rapport qui accuse le Rwanda a suscité de vives réactions. «Le secrétaire général de l'ONU n'a jamais fait pression pour modifier le texte», a déclaré hier à la presse Rupert Colville. L'existence du rapport a été révélée jeudi dernier par le journal français Le Monde. Il accuse le Rwanda d'avoir commis des crimes de guerre et crimes contre l'humanité en République démocratique du Congo (RDC) de 1996 à 1998.

Selon Le Monde, Ban Ki-moon aurait tenté de «mettre en garde la Haut commissaire pour les droits de l'homme, Navanethem Pillay, contre l'utilisation du mot génocide pour les crimes de l'armée rwandaise, dans la version finale du rapport». «Je veux être absolument clair sur ce point, c'est absolument faux», a affirmé Rupert Colville.

Ce dernier a en même temps indiqué que le rapport est désormais achevé. La semaine dernière, l'ONU avait accusé Le Monde d'avoir rendu public une version non définitive du rapport. Rupert Colville a précisé que le rapport sera publié prochainement par l'ONU, sans pouvoir en donner la date exacte. Interrogé, le porte-parole a affirmé qu'«une enquête sur les auteurs de cette fuite n'est pas possible», car «plusieurs gouvernements concernés en ont eu connaissance», avant même sa publication, a-t-il indiqué.

Le rapport de 600 pages est une enquête sur les crimes commis durant la décennie 1993-2003. Il accuse l'Armée patriotique rwandaise (APR) durant la première guerre dans l'ex-Zaïre (1996-98) et son alliée l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), coalition soutenue par Kigali et menée par Laurent-Désiré Kabila. ATS

INDE

Catastrophe de Bhopal: la justice indienne va réexaminer les peines

La cour suprême indienne a annoncé hier qu'elle allait réexaminer les peines prononcées en juin à l'encontre de cadres dirigeants jugés coupables dans l'accident industriel de Bhopal en 1984. Peines qui avaient été critiquées pour leur légèreté, selon l'agence Press Trust of India.

«La cour suprême a décidé aujourd'hui (mardi) de réexaminer son propre jugement qui a conduit à une sanction plus légère de deux ans d'emprisonnement pour les accusés», rapporte l'agence.

Un tribunal de Bhopal (centre) avait condamné début

juin à deux ans de prison et de modestes amendes les anciens dirigeants locaux de l'usine de pesticides de l'Américain Union Carbide d'où s'était échappé un nuage de gaz toxique, provoquant le pire accident de l'histoire industrielle mondiale.

Les sept personnes coupables, qui ont depuis fait appel, ont été condamnés pour négligence et non pour homicide, en ligne avec une décision de la cour suprême en 1996 selon laquelle les accusés pouvaient uniquement être jugés pour de moindres chefs d'inculpation.

Selon Press Trust of India, cette décision va aujourd'hui être révisée à la suite d'une requête du gouvernement fédéral pour rouvrir le dossier. L'opinion publique indienne s'était indignée des peines prononcées.

La fuite de gaz toxique à Bhopal en décembre 1984 avait tué presque instantanément des milliers d'habitants vivant dans les bidonvilles voisins de l'usine et des dizaines de milliers d'autres ont succombé au cours des années suivantes.

Après le verdict, l'Inde a par ailleurs annoncé qu'elle

comptait rassembler de nouvelles preuves à l'encontre de Warren Anderson, qui dirigeait Union Carbide au moment de l'accident, afin de revenir à la charge pour demander son extradition au gouvernement américain, bien que de précédentes demandes aient échoué.

Au vu de la lenteur du système judiciaire indien – les premières condamnations ont pris un quart de siècle – peu d'observateurs s'attendent à une révision à la hausse des peines dans un avenir immédiat.

ATS/AFP

GROENLAND

Des militants de Greenpeace occupent une plate-forme de forage

Quatre militants de l'organisation écologique Greenpeace sont parvenus hier à l'aube à monter sur une plate-forme de forage britannique à l'ouest du Groenland. Ils protestent contre la prospection pétrolière dans l'environnement fragile de l'Arctique.

Selon Greenpeace, les militants ont réussi à bord de canots pneumatiques à tromper la surveillance d'un garde-côtes danois et à grimper sur la plate-forme de la compagnie écossaise Cairn Energy, qui effectue cet été des forages à l'ouest de l'île de Disko. Ils ont dressé des tentes suspendues avec des cordages, à quinze mètres au-dessus de l'eau glacée, empêchant les opérations de forage de la plate-forme, indique l'organisation dans un communiqué.

Les militants, qui disposent de vivres pour plusieurs jours, sont partis du bateau de Greenpeace, l'Esperanza, arrivé il y a neuf jours sur les lieux, et ancré à environ deux kilomètres de la plate-forme. «Nous devons écarter les compagnies énergétiques de l'Arctique, et nous débarrasser de notre dépendance du pétrole. C'est pourquoi nous allons stopper le forage aussi longtemps que nous pourrons» a déclaré Sim McKenna, un des occupants, cité dans le communiqué. ATS/AFP